

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT DE RETRAIT DU SALARIE

Origine loi n° 82-1097 du 23 décembre 1982

Source Convention OIT n° 155 dont l'article 13 pose le principe d'une protection à l'égard du travailleur qui se retire d'une situation de travail dont il avait un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un péril imminent et grave pour sa vie ou sa santé

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

ATTENTION : Les dispositions spécifiques pour la fonction publique d'Etat ou la Territoriale sont traités à la fin du Diaporama.

Les textes sont quasiment identiques

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT DE RETRAIT DU SALARIE

L. 4131-1 code du travail: Le travailleur **alerte immédiatement l'employeur** de toute situation de travail dont il a un **motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé** ainsi que de toute défectuosité qu'il constate dans les systèmes de protection.

Il peut se retirer d'une telle situation.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Note :

- 1 - Le salarié a un **droit d'alerte individuel** et peut en même temps qu'il alerte se retirer de la situation dangereuse.
- 2 – Possible de faire une alerte sans se retirer du poste du travail
- 3 – Pas d'obligation pour le salarié de se retirer d'une situation de travail dangereuse mais un droit.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Note :

4 – ATTENTION : l'employeur peut reprocher à un salarié de ne l'avoir pas avisé d'un danger :

L. 4122-1 : Conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur (dans le règlement intérieur) il incombe à chaque travailleur de prendre soin, en fonction de sa formation et selon ses possibilités, de sa santé et de sa sécurité ainsi que de celles des autres personnes concernées par ses actes ou ses omissions au travail.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Note : 5 – Droit de **retrait individuel** peut être mis en œuvre **collectivement** par plusieurs salariés, même en absence de droit d'alerte du CHSCT. Peut être utile de préciser à l'employeur qu'il s'agit bien d'un droit de retrait exercé collectivement et pas d'un débrayage avec retenu de salaire.

Selon la jurisprudence, *« les salariés qui se retirent d'une situation de travail au motif que celle-ci présente un danger grave et imminent pour la vie ou pour la santé de chacun d'eux n'exercent pas le droit de grève »*, et ce, même en cas de cessation concertée du travail (Cass. soc., 11 juill. 1989)

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Note :

5 (suite) : Contrairement au droit de retrait (qui suppose la peur d'un danger grave et imminent), le droit de grève s'entend d'un arrêt collectif de travail en vue de l'amélioration des conditions de travail et porteur de revendications.

6 – Bien que jamais jugé en tant que tel, notion de **droit de retrait partiel** mérite qu'on s'y attarde :
exemple : Refus d'effectuer certaines tâches en cas de surcharge de travail, Refus de certaines tâches de maintenance considéré comme dangereuse

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Note : Dans l'expression « danger grave et imminent », il faut peser chaque mot :

Le **danger** est une menace pour la vie ou la santé du salarié, c'est-à-dire une situation de fait de nature à **provoquer un dommage à l'intégrité physique ou psychique du travailleur** ;

Ce danger doit être **grave** et non simplement léger. Est grave ce qui est susceptible de conséquences fâcheuses, de suites sérieuses, dangereuses, de séquelles ;

L'imminence évoque la survenance d'un événement, **dans un avenir très proche**, dans très peu de temps.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

La notion de « danger » signifie que l'on se trouve dans une **situation inhabituelle**, qui dépasse le simple risque inhérent au travail.

Par exemple, le seul fait de travailler sur un site nucléaire ne saurait constituer un risque, ni un motif raisonnable de nature à permettre au salarié de se retirer de son poste de travail (CA Versailles, 11^e ch. soc., 26 févr. 1996, n° 22877/94).

Dans le même ordre d'idées, la présence d'amiante dans l'entreprise ne suffit pas à justifier le retrait du salarié (CA Bourges, ch. soc., 15 mai 2009, n° 08/01329).

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Note : Il peut y avoir danger grave et imminent si des **fibres d'amiante sont dispersés dans l'air**, quelque soit la quantité, même en dessous du seuil du code de la santé publique.

L'imminence se rapporte au Danger et non au déclenchement de la pathologie qui peut survenir plusieurs années après.

Vrai de l'exposition à l'amiante mais aussi en cas de poly expositions à des produits chimiques dont des CMR

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Exemple : un motif raisonnable justifiant l'exercice de son droit de retrait par le salarié la défectuosité du **système de freinage du camion** de l'entreprise. Dans une telle situation, le salarié est en droit de penser que la conduite de ce camion présente un danger grave et imminent pour sa vie (CA Montpellier, 30 avr. 1998, n° 96/00627).

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Ex : un salarié exerçant des fonctions de peintre enduiseur exerce valablement son droit de retrait en invoquant **l'absence de sécurité sur un chantier** dès lors qu'il s'avère qu'en effet, les salariés ne disposent pas de chaussures de sécurité, de casque, de filet de protection, de lunette de protection pour la découpe du bois, du placo et de la ferraille, de masque anti-poussières... et qu'en outre, le contrôleur du travail a constaté, lors de sa visite sur le chantier, l'absence de mise à disposition en nombre suffisant des dispositifs de protection individuelle (CA Douai, ch. soc., 29 avr. 2005, n° 04/01725)

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Ex : c'est à bon droit qu'un salarié refuse d'exécuter un travail de levage avec un engin - non muni de stabilisateurs et de crochets de sécurité - qu'il estime dangereux (CA Reims, ch. soc., 21 janv. 2009, n° 07/02126) ;

Ex : le changement d'un joint d'amiante sans équipement spécialisé de protection, ayant provoqué une irritation aux yeux du salarié, constitue des conditions de travail dangereuses et justifie le refus du travail demandé (CA Montpellier, ch. soc., 20 mars 2002, n° 00/01655)

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Ex : un salarié a un motif raisonnable de penser que le maintien à son poste de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie alors qu'il travaille sur un chantier extérieur, en grande hauteur, avec de mauvaises conditions météorologiques, sans système de protection efficace, ligne de vie, système anti-chute ou filet (CA Douai, ch. soc., 30 sept. 2008, n° 07/02873).

Ex : le refus de travaux d'entretien en raison d'une température de - 2 °C dans un atelier est justifié (CA Paris, 7 juin 1988, n° 30330) ;

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Exemple : travaillant dans un local insalubre, mal éclairé, soumis à des émanations de gaz, non chauffé, entre 13 et 15 °C, le salarié a un motif raisonnable de penser que sa santé est menacée par un danger grave et imminent (CA Versailles, 12 nov. 1996, n° 95/20571) ;

Ex : est légitime le refus d'un salarié de travailler, alors qu'il a été muté dans un sous-sol dépourvu de châssis d'aération, donnant dans un parking souterrain, faiblement éclairé, à une température entre 13 et 15 °C (CA Versailles, 15 févr. 1994, n° 48) ;

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Ex : dans une affaire où, le salarié a refusé de prendre son poste en invoquant le risque d'accident en **raison du sol très glissant**. Il n'a repris son poste qu'à l'issue de la réunion du CHSCT. Au vu des rapports du CHSCT et des conclusions de l'inspectrice du travail, après son passage dans l'entreprise, de nouvelles mesures ont été prises pour rendre le sol moins glissant, Le salarié a donc exercé convenablement son droit de retrait pouvant considérer qu'il existait un risque grave et imminent pour sa vie et sa santé (CA Nancy, ch. soc., 2 févr. 2007, n° 06/02335).

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Ex : Un chauffeur livreur peut à bon droit refuser d'effectuer une dernière livraison s'il s'avère **qu'il a déjà accompli 11 h 15 de travail effectif (alors que le maximum légal est de 10 h)** et que cette livraison supplémentaire demandée par son employeur lui fait courir un grave danger (CA Reims, ch. soc., 1^{er} déc. 2004, n° 03/00258).

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Droit de retrait en cas d'agression

Ex : des agents SNCF ont pu exercer leur droit de retrait après l'agression de trois de leurs collègues **dès lors que les agresseurs (qui n'avaient pas été interpellés) présentaient un danger pouvant laisser craindre pour la sécurité des agents en service sur toute la région** (Cass. soc., 22 oct. 2008, n° 07-43.740) ;

ATTENTION : le fait qu'il y ait eu une agression ne justifie pas, en soi, l'exercice du droit de retrait. Car tout est affaire de circonstances.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Droit de retrait et Harcèlement

Un harcèlement sexuel peut justifier l'exercice du droit de retrait. En l'occurrence, les juges ont estimé que compte tenu de « la réitération du comportement menaçant, humiliant et traumatisant du supérieur hiérarchique de la salariée », « celle-ci avait légitimement exercé son droit de retrait d'une situation dont elle pouvait raisonnablement penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour sa santé » (CA Riom, 4^e chambre sociale, 18 juin 2002, n° 01/00919).

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Le danger n'est pas forcément le même pour tous !

Prise en compte de l'état de sensibilité particulière du salarié aux conditions de travail : par exemple, un agent de surveillance, muté sur un poste le mettant en contact avec des animaux et des produits chimiques, alors même qu'il subit de graves **problèmes d'allergie**, peut valablement exercer son droit de retrait (Cass. soc., 20 mars 1996).

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Situation de DGI et Risques Psychosociaux :

Des tensions chroniques dans un service peuvent justifier le droit de retrait du salarié.

Cependant, il est conseillé de s'appuyer sur l'écrit en amont du médecin du travail pour éviter les contestations de l'employeur.

Un salarié peut être plus exposé aux risques que d'autres salariés selon son état de santé.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

L'avis des médecins du travail est souvent retenu en cas de contestation devant les tribunaux.

Exemple : le fait qu'un conducteur de bus ait été déclaré apte à son poste, sous réserve néanmoins que lui soit confiée la conduite d'un véhicule à direction souple, peut légitimement laisser penser à ce salarié que la conduite d'un autobus dont la direction est trop dure et la suspension trop ferme peut présenter un danger grave et imminent pour sa santé (Cass. soc., 10 mai 2001, n° 00-43.437).

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Pas de forme contrainte pour l'exercice du droit d'alerte

L'exercice du droit d'alerte et de retrait ne peut donc être conditionné à une déclaration écrite (Cass. soc., 28 mai 2008). Un tel formalisme est en effet de nature à restreindre l'usage du droit de retrait prévu par la loi.

L'alerte peut donc parfaitement être donnée verbalement (CE, 12 juin 1987, n° 72388).

Conseil de faire un écrit pour faire valoir la faute inexcusable si le dommage se réalise et pour se protéger d'une fausse accusation d'abandon de poste.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

L. 4131-1 code du travail (suite) :

L'employeur ne peut demander au travailleur qui a fait usage de son droit de retrait de reprendre son activité dans une situation de travail où persiste un danger grave et imminent résultant notamment d'une défectuosité du système de protection.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

L. 4131-3 du code du travail : **Aucune sanction, aucune retenue de salaire** ne peut être prise à l'encontre d'un travailleur ou d'un groupe de travailleurs qui se sont retirés d'une situation de travail dont **ils avaient un motif raisonnable de penser** qu'elle présentait un danger grave et imminent pour la vie ou pour la santé de chacun d'eux.

Note : pas une protection absolue.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

L. 4132-1 : Le droit de retrait est exercé de telle manière **qu'elle ne puisse créer pour autrui une nouvelle situation de danger grave et imminent.**

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Le droit de retrait du ou des salariés est une arme peu utilisé.

Les raisons :

- Méconnaissance des risques réels ?
- Peur des représailles et des sanctions disciplinaires si droit de retrait n'apparaît pas justifié ?
- Méconnaissances des droits ?

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

L. 4131-2 code du travail : Le représentant du personnel au CHSCT, qui **constate** qu'il existe **une cause de danger grave et imminent**, notamment par l'intermédiaire d'un travailleur, en **alerte immédiatement l'employeur selon la procédure** prévue au premier alinéa de l'article L. 4132-2.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CSE

L. 4131-2 : Le représentant du personnel au **comité social et économique**, qui constate qu'il existe une cause de danger grave et imminent, notamment par l'intermédiaire d'un travailleur, en alerte immédiatement l'employeur selon la procédure prévue au premier alinéa de l'article L. 4132-2.

(voir aussi D4132-1, D4132-2, L. 4132-3 à 5)

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

Question : quelle différence entre les 2 formulations, droit alerte individuel et droit alerte du CHSCT ?

Votre avis !

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

2 différences importantes :

1 - Pour le salarié « *motif raisonnable de penser...* » alors que **le CHSCT doit constater qu'il existe une cause de DGI**. Plus contraignant pour le CHSCT dont les membres sont censés être formés.

2 – L'alerte du salarié apparaît comme une possibilité alors que l'alerte CHSCT apparaît plus comme une obligation.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

Sur l'obligation du CHSCT.... Ne pas prendre peur. Jamais vu un employeur engager des sanctions disciplinaires contre un membre du CHSCT.

Utiliser l'alerte CHSCT pour laisser une trace écrite sans rentrer sur une situation d'abus de droits...

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

L. 4132-2 : Lorsque le représentant du personnel au CHSCT alerte l'employeur ...**il consigne son avis par écrit** dans des conditions déterminées par voie réglementaire (Registre DGI)

D. 4132-2 : Le registre spécial est tenu, sous la responsabilité de l'employeur, à la disposition des représentants du personnel au CHSCT.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

D. 4132-1 : L'avis du représentant du personnel au CHSCT... est consigné sur un **registre spécial** dont les pages sont numérotées et authentifiées par le tampon du comité.

Cet avis est daté et signé. Il indique :

- 1° Les postes de travail concernés par la cause du danger constaté ;**
- 2° La nature et la cause de ce danger ;**
- 3° Le nom des travailleurs exposés.**

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

L. 4132-2 (suite) : L'employeur **procède immédiatement à une enquête** avec le représentant du CHSCT qui lui a signalé le danger et prend les dispositions nécessaires pour y remédier.

Nota : Si l'alerte est effectué par plusieurs membres du CHSCT, tous les auteurs de l'alerte peuvent participer à l'enquête

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

Nota :

1 - Il existe une obligation d'enquête même dans le cas où l'employeur considère qu'il n'existe pas de cause de danger grave et imminent.

2 - une des stratégie des employeurs est de faire une réunion du CHSCT avant l'enquête de terrain.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

L. 4132-5 : L'employeur prend les mesures et donne les **instructions nécessaires** pour permettre aux travailleurs, en cas de danger grave et imminent, **d'arrêter leur activité et de se mettre en sécurité en quittant immédiatement le lieu de travail.**

Note : peu mis en œuvre car beaucoup de contestation sur l'imminence ou la gravité

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

L. 4132-3 : En cas de **divergence** sur la **réalité du danger** ou la **façon de le faire cesser**, notamment par arrêt du travail, de la machine ou de l'installation, **le CHSCT est réuni d'urgence, dans un délai n'excédant pas 24 heures**. L'employeur informe immédiatement l'inspecteur du travail et la CARSAT, qui peuvent assister à la réunion du CHSCT

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

L. 4132-4 : A **défaut d'accord** entre l'employeur et la **majorité du CHSCT** sur les mesures à prendre et leurs conditions d'exécution, **l'inspecteur du travail est saisi immédiatement par l'employeur.**

L'inspecteur du travail met en œuvre soit l'une des procédures de mise en demeure prévues à l'article L. 4721-1, soit la procédure de référé prévue aux articles L. 4732-1 et L. 4732-2.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

Note : le **pouvoir de l'inspecteur du travail est limité** donc pas d'illusion sur l'efficacité

La mise en demeure n'est pas une décision de l'inspecteur du travail mais du DIRECCTE.

L. 4721-1 : Le DIRECCTE, sur le rapport de l'inspecteur du travail constatant une situation dangereuse, peut mettre en demeure l'employeur de prendre toutes mesures utiles pour y remédier, si ce constat résulte :

1° D'un non-respect par l'employeur des principes généraux de prévention...

2° D'une infraction à l'obligation générale de santé et de sécurité résultant des dispositions de l'article L. 4221-1.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

Note : L'IT peut mettre en œuvre la procédure de référé prévue aux articles L. 4732-1 et L. 4732-2.

Il s'agit d'une procédure chronophage et complexe peu mise en œuvre (moins d'un cas par an pour la Ht Normandie) mais qui s'avère très efficace. L'IT saisie le juge des référés du TGI et peut demander, l'arrêt d'une machine, de travaux dangereux, de l'utilisation d'un produit... sous délai et sous astreinte

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

Note : Le CHSCT peut aussi saisir directement, après délibération le juge des référés du TGI pour demander, sous astreinte, la mise en œuvre des mesures de protections nécessaires :

- Ex : Arrêt des machines, mise en place d'une captation à la source, mise à disposition EPI, mise en conformité machine ou installation électrique...

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

Le CHSCT peut aussi après l'alerte DGI voter le recours à un expertise Risque Grave.

L. 4614-12 : Le CSHCT peut faire **appel à un expert agréé ...Lorsqu'un risque grave**, révélé ou non par un accident du travail, une maladie professionnelle ou à caractère professionnel est **constaté dans l'établissement...**

Si contestation de l'employeur devant le juge (TGI), le CHSCT devra prouver le risque grave.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

Conseil :

1 - même s'il existe toujours une urgence, peut-il utile d'avoir un **échange avec des militants CGT et / ou l'inspecteur du travail ou le contrôleur de sécurité** de la CARSAT avant de déposer l'alerte écrite.

2 – Sans se substituer à l'employeur, avoir une idée de ce qui pourrait être mis en œuvre pour supprimer la cause de Danger Grave et Imminent

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

LE DROIT D'ALERTE DU CHSCT

Spécificité SEVESO, ICPE, Nucléaire...

L. 4526-1 : En cas de danger grave et imminent, **l'employeur informe, dès qu'il en a connaissance,** l'inspecteur du travail, le service de prévention des organismes de sécurité sociale et, selon le cas, l'Autorité de sûreté nucléaire, l'inspection des installations classées ou **l'ingénieur** chargé de l'exercice de la police des installations mentionnées à l'article L. 211-2 du code minier, de l'avis émis par le représentant du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en application de l'article L. 4132-2. L'employeur précise à cette occasion les suites qu'il entend donner à cet avis.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

L. 4131-4 : Le bénéfice de la **faute inexcusable de l'employeur prévue à l'article L. 452-1 du code de la sécurité sociale est de droit pour le ou les travailleurs qui seraient **victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** alors qu'eux-mêmes ou un représentant du personnel au CHSCT avaient signalé à l'employeur le risque qui s'est matérialisé.**

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

**Article 5-6 – DROIT DE RETRAIT – identique code du travail
sauf le IV**

I. - L'agent alerte immédiatement l'autorité administrative compétente de toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ainsi que de toute défectuosité qu'il constate dans les systèmes de protection.

Il peut se retirer d'une telle situation.

L'autorité administrative ne peut demander à l'agent qui a fait usage de son droit de retrait de reprendre son activité dans une situation de travail où persiste un danger grave et imminent résultant notamment d'une défectuosité du système de protection.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-6 – DROIT DE RETRAIT (suite)

II. - Aucune sanction, aucune retenue de salaire ne peut être prise à l'encontre d'un agent ou d'un groupe d'agents qui se sont retirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour la vie ou la santé de chacun d'eux.

III. - La faculté ouverte au présent article doit s'exercer de telle manière qu'elle ne puisse créer pour autrui une nouvelle situation de danger grave et imminent.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-6 – DROIT DE RETRAIT (suite)

IV. - La **détermination des missions de sécurité des biens et des personnes qui sont incompatibles avec l'exercice du droit de retrait individuel** défini ci-dessus en tant que celui-ci compromettrait l'exécution même des missions propres de ce service, notamment dans les domaines de la **douane, de la police, de l'administration pénitentiaire et de la sécurité civile, est effectuée par voie d'arrêté interministériel** du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du travail et du ministre dont relève le domaine, pris **après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel compétent...**

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-7 – Droit d'alerte du CHSCT – même formulation que code du travail

Le représentant du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail qui constate qu'il existe une cause de danger grave et imminent, notamment par l'intermédiaire d'un agent, en alerte immédiatement le chef de service ou son représentant selon la procédure prévue au premier alinéa de l'article 5-5 et consigne cet avis dans le registre établi dans les conditions fixées à l'article 5-8.

Le chef de service procède immédiatement à une enquête avec le représentant du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail qui lui a signalé le danger et prend les dispositions nécessaires pour y remédier. Il informe le comité des décisions prises.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-7 – Droit d'alerte du CHSCT – même formulation que code du travail (suite)

En cas de divergence sur la réalité du danger ou la façon de le faire cesser, notamment par arrêt du travail, de la machine ou de l'installation, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent est réuni d'urgence, dans un délai n'excédant pas vingt-quatre heures. L'inspecteur du travail est informé de cette réunion et peut y assister.

Après avoir pris connaissance de l'avis émis par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent, l'autorité administrative arrête les mesures à prendre.

A défaut d'accord entre l'autorité administrative et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sur les mesures à prendre et leurs conditions d'exécution, l'inspecteur du travail est obligatoirement saisi.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-8 – Contenu de l'alerte DGI du CHSCT

Les avis mentionnés au premier alinéa de l'article 5-7 sont consignés dans un registre spécial côté et ouvert au timbre du comité. Il est tenu, sous la responsabilité du chef de service, à la disposition :

- des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- de l'inspection du travail ;
- des inspecteurs santé et sécurité au travail du présent décret.

Tout avis figurant sur le registre doit être daté et signé et comporter l'indication des postes de travail concernés, de la nature du danger et de sa cause, du nom de la ou des personnes exposées, les mesures prises par le chef de service y sont également consignées

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-9 – Bénéfice Faute inexcusable pour les contractuels victime AT ou MP après alerte DGI du CHSCT

Le bénéfice de la faute inexcusable de l'employeur définie à l'article L. 452-1 du Code de la sécurité sociale est de droit pour les agents non fonctionnaires qui seraient victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle alors qu'eux-mêmes ou un membre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail avaient signalé au chef du service ou à son représentant le risque qui s'est matérialisé.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-10

L'autorité administrative prend les mesures et donne les instructions nécessaires pour permettre aux agents, en cas de danger grave et imminent, d'arrêter leur activité et de se mettre en sécurité en quittant immédiatement le lieu de travail.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-5 – Intervention Inspection du travail suite DGI avec pouvoir plus limité que dans le privé

« Dans le cas d'une situation de travail présentant un risque grave pour la santé ou la sécurité des agents lors de l'exercice de leurs fonctions, ou en cas de désaccord sérieux et persistant entre l'administration et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, le chef de service compétent ainsi que le comité d'hygiène et de sécurité compétent peuvent solliciter l'intervention de l'inspection du travail. Les inspecteurs santé et sécurité au travail, peuvent également solliciter cette intervention.

Dans le cas d'un désaccord sérieux et persistant, l'inspection du travail n'est saisie que si le recours aux inspecteurs santé et sécurité au travail n'a pas permis de lever le désaccord.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-5 – Intervention Inspection du travail suite DGI avec pouvoir plus limité que dans le privé - suite

« Peuvent être sollicitées, dans les mêmes conditions, l'intervention d'un membre du corps des vétérinaires inspecteurs ou du corps des médecins inspecteurs de la santé dans leurs domaines d'attribution respectifs ainsi que l'intervention du service de la sécurité civile

L'intervention faisant suite à la procédure prévue aux alinéas 1, 2 et 3 du présent article donne lieu à un **rapport adressé conjointement au chef de service concerné, au comité d'hygiène et de sécurité compétent, aux inspecteurs santé et sécurité au travail** et, pour information, au préfet du département. Ce rapport indique, s'il y a lieu, les **manquements en matière d'hygiène et de sécurité et les mesures proposées pour remédier à la situation.**

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-5 – Intervention Inspection du travail suite DGI avec pouvoir plus limité que dans le privé - suite

« Le chef de service adresse dans les quinze jours au membre du corps de contrôle à l'origine du rapport une réponse motivée indiquant les mesures immédiates qui ont fait suite au rapport ainsi que les mesures qu'il va prendre accompagnées d'un calendrier.

Le chef de service communique copie, dans le même délai, de sa réponse au comité d'hygiène et de sécurité compétent ainsi qu'aux inspecteurs santé et sécurité au travail.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique d'Etat – Décret 82-453

Article 5-5 – Intervention Inspection du travail suite DGI avec pouvoir plus limité que dans le privé - suite

« En cas de désaccord du chef de service sur le rapport prévu à l'alinéa 4 du présent article ou lorsque les mesures indiquées dans la réponse ne sont exécutées, le membre du corps de contrôle, auteur du rapport, adresse, par la voie hiérarchique, un rapport au ministre compétent. Celui-ci fait connaître sa réponse dans un délai d'un mois. Le rapport et la réponse du ministre sont communiquées au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de proximité et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale ou, le cas échéant, ministériel compétent pour le service concerné.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique Territoriale – Décret 85-603

Article 5-1 – DROIT DE RETRAIT – identique sur le fond au code du travail sauf missions « incompatibles »

Si un agent a un motif raisonnable de penser que sa situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou pour sa santé ou s'il constate une défectuosité dans les systèmes de protection, il en avise immédiatement son supérieur hiérarchique. Il peut se retirer d'une telle situation.

L'autorité territoriale prend les mesures et donne les instructions nécessaires pour permettre aux agents, en cas de danger grave et imminent, d'arrêter leur activité et de se mettre en sécurité en quittant immédiatement leur lieu de travail.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique Territoriale – Décret 85-603

Article 5-1 – DROIT DE RETRAIT – identique sur le fond au code du travail sauf missions « incompatibles »

Aucune sanction ne peut être prise, aucune retenue de rémunération ne peut être effectuée à l'encontre d'agents qui se sont retirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour leur vie ou pour leur santé.

La faculté ouverte au présent article doit s'exercer de telle manière qu'elle ne puisse créer pour autrui une nouvelle situation de danger grave et imminent.

L'autorité territoriale ne peut demander à l'agent qui a fait usage de son droit de retrait de reprendre son activité dans une situation de travail où persiste un danger grave et imminent résultant notamment d'une défectuosité du système de protection

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique Territoriale – Décret 85-603

Article 5-1 – DROIT DE RETRAIT – identique sur le fond au code du travail sauf missions « incompatibles »

La détermination des missions de sécurité des personnes et des biens qui sont incompatibles avec l'exercice du droit de retrait individuel défini ci-dessus en tant que celui-ci compromettrait l'exécution même des missions propres de ce service, notamment dans le cadre de la sécurité civile et de la police municipale, est effectuée par voie d'arrêté interministériel du ministre chargé des collectivités territoriales, du ministre chargé du travail et du ministre dont relève le domaine, pris après avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique Territoriale – Décret 85-603

Article 5-2 - Droit d'alerte du CHSCT

Si un membre du comité mentionné à l'article 37 constate, notamment par l'intermédiaire d'un agent qui s'est retiré d'une situation de travail définie au premier alinéa de l'article 5-1, qu'il existe une cause de danger grave et imminent, il en **avise immédiatement l'autorité territoriale et consigne cet avis dans le registre** établi dans les conditions fixées à l'article 5-3.

Il est procédé à une **enquête immédiate par l'autorité territoriale, en compagnie du membre du comité** mentionné à l'article 37 ayant signalé le danger. **L'autorité territoriale prend les mesures nécessaires pour remédier à la situation et informe le comité des décisions prises.**

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique Territoriale – Décret 85-603

Article 5-2 - Droit d'alerte du CHSCT - suite

En cas de divergence sur la réalité du danger ou la façon de le faire cesser, le comité mentionné à l'article 37 est réuni en urgence dans un délai n'excédant pas vingt-quatre heures. L'inspecteur du travail est informé de cette réunion et peut y assister.

En cas de désaccord persistant, après l'intervention du ou des agents mentionnés à l'article 5, l'autorité territoriale ainsi que la moitié au moins des représentants titulaires du personnel au sein du comité mentionné à l'article 37 peuvent solliciter l'intervention de l'inspection du travail. (Nota : passage par ISST avant IT)

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique Territoriale – Décret 85-603

Article 5-2 - Droit d'alerte du CHSCT - suite

Peuvent être sollicitées, dans les mêmes conditions, l'intervention, dans leurs domaines d'attribution respectifs, d'un membre du corps des vétérinaires inspecteurs ou du corps des médecins inspecteurs de la santé et du corps des médecins inspecteurs régionaux du travail et de la main-d'oeuvre ainsi que l'intervention du service de la sécurité civile.

L'intervention prévue aux alinéas 4 et 5 du présent article donne lieu à un **rapport adressé conjointement à l'autorité territoriale, au comité** mentionné à l'article 37 et à l'agent mentionné à l'article 5. Ce rapport indique, s'il y a lieu, **les manquements en matière d'hygiène et de sécurité et les mesures proposées pour remédier à la situation.**

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique Territoriale – Décret 85-603

Article 5-2 - Droit d'alerte du CHSCT - suite

L'autorité territoriale adresse dans les **quinze jours** à l'auteur du rapport une **réponse motivée** indiquant :

- les mesures prises immédiatement après l'enquête prévue au premier alinéa du présent article ;
- les mesures prises à la suite de l'avis émis par le comité mentionné à l'article 37 réuni en urgence ;
- les mesures prises au vu du rapport ; les mesures qu'elle va prendre et le calendrier de leur mise en oeuvre.

L'autorité territoriale communique, dans le même délai, **copie de sa réponse au comité** mentionné à l'article 37 ainsi qu'à l'agent mentionné à l'article 5.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique Territoriale – Décret 85-603

Article 5-3 Contenu de l'alerte DGI du CHSCT

Les avis mentionnés au premier alinéa de l'article 5-2 sont consignés dans un **registre spécial** coté et ouvert au timbre du comité mentionné à l'article 37. Sous la responsabilité de l'autorité territoriale, ce registre est tenu à la disposition des membres de ce comité et de tout agent qui est intervenu en application de l'article 5-2.

Tout avis figurant sur le registre doit être daté et signé et comporter l'indication des postes de travail concernés, de la nature du danger et de sa cause, du nom de la ou des personnes exposées. Les mesures prises par l'autorité territoriale y sont également consignées.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Fonction Publique Territoriale – Décret 85-603

Article 5-4 Bénéfice Faute inexcusable pour les contractuels victime AT ou MP après alerte DGI du CHSCT

Le régime de réparation applicable en cas de faute inexcusable de l'employeur définie à l'article L. 452-1 du code de la sécurité sociale est de droit pour les agents relevant du régime général de la sécurité sociale ou du régime de la mutualité sociale agricole qui seraient victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle alors qu'eux-mêmes ou un membre du comité mentionné à l'article 37 avaient signalé au chef du service ou à son représentant le risque qui s'est matérialisé.

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent Et pour la fonction publique Hospitalière ?

Application des articles du code du travail

Confirmation par décision CAA de BORDEAUX N° 13BX02545

Attention à articuler DROIT de RETRAIT avec « L. 4132-1 : Le droit de retrait est exercé de telle manière **qu'elle ne puisse créer pour autrui une nouvelle situation de danger grave et imminent. »**

Article à lire : http://www.humanite.fr/28_11_2010-usage-du-droit-d%E2%80%99alerte-et-de-retrait-dans-un-h%C3%B4pital-public-458731

Droit de Retrait et Danger Grave et Imminent

Exercice en fin séance :

Rédiger un droit d'alerte du CHSCT.

Chaque groupe choisi un thème différent

- Risque Amiante Travaux Ent ext**
- Risque électrique**
- RPS**
- Chute hauteur**
- Après AT chariot élévateur**